|  | Ville, le {dateMiseEnDemeure} |
| --- | --- |
| Service XXX  Division XXX  Affaire suivie par : XXX – Fax : XXX  Tél. : XXX xxx  {contactDreal}  Réf : {referenceProjet} |  |
|  | {nomRepresentantLegal}  {adresseProjet}  {codePostalProjet} {communeProjet}  **Copie à (mails) :**  Service DREAL : chargé de mission  Porteur de projet : {emailProjet} |

**Objet** : Mise en demeure de se conformer aux prescriptions du cahier des charges de l’appel d’offres n° {titreAppelOffre}

Madame, monsieur,

En application des dispositions de l’article L.311-10 du code de l’énergie relatif à la procédure de mise en concurrence pour les installations de production d’électricité, le ministre chargé de l’énergie a lancé, en {dateLancementAppelOffre}, l’appel d’offres cité en objet.

A l’issue de la procédure d’instruction, votre projet :

* nom du projet : «{nomProjet}» ;
* adresse du projet : {adresseCompleteProjet} ;
* puissance : {puissanceProjet} {unitePuissance} ;

a été désigné lauréat de la {titrePeriode} période de cet appel d’offres. Cette désignation a été notifiée par courrier en date du {dateNotification}.

Le cahier des charges prévoit, au(x) paragraphe(s) {paragrapheGF} que : « Le Candidat dont l’offre a été retenue constitue une garantie bancaire d’exécution. Cette garantie doit être établie dans un délai de deux (2) mois à compter de la Date de désignation. Un document conforme au modèle de l’Annexe 3 attestant de la constitution de cette garantie est adressé à la DREAL de la région d’implantation dans ce délai, la charge de la preuve de l’envoi reposant sur le lauréat en cas de litige ».

La garantie doit être constituée pour une durée de {garantieFinanciereEnMois} mois, soit au moins jusqu’au {dateFinGarantieFinanciere}.

Or, sauf erreur de ma part, je constate à ce jour que la transmission de ce document n’est pas intervenue dans le délai fixé par le cahier des charges, à savoir avant le {dateLimiteDepotGF}.

Selon les modalités prévues au(x) paragraphe(s) {paragrapheGF} du cahier des charges, je me vois contraint de vous mettre en demeure de m’adresser l’attestation de la constitution des garanties bancaires dans un délai d’un (1) mois à compter de la réception du présent courrier.

Conformément au(x) paragraphe(s) {paragrapheGF} pré-cité, en l’absence de transmission du document demandé dans le délai fixé, la décision vous désignant lauréat pour le projet ci-dessus fera l’objet d’un retrait.

Je vous prie d’agréer, Monsieur, l’expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,

Le chef de XXX

Prénom Nom